

**REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 31 janvier 2011**

COMPTE-RENDU SOMMAIRE

Le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni le trente et un janvier deux mil onze à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Jean-François PEUMERY, Maire

Présents : Messieurs Denis Lehoux - Roland Huguet - Hubert Chesnot - Jean-Philippe Barret - Claude Bobet - Alain-Michel Lambert - Philippe Noyer - Alain de Lataillade - Franck Lafaurie
Mesdames Françoise Bigeard - Marie-France Vocanson - Frédérique Lagadec - Sylviane Augustyniak - Paulette Rivière - Hélène Pierre - Monique Gonod - Eva Bistagne - Annick Malétras

Absents excusés ayant donné mandat de vote :

Madame Anne-Marie Chevalier à Monsieur Alain de Lataillade le 31 janvier 2011
Madame Ornella Peumery Villanova à Monsieur Jean-François Peumery le 28 janvier 2011

Formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Madame Samira Petit - Monsieur Jean-Patrick Caumel

Le Conseil Municipal, réuni à la majorité de ses membres en exercice, a désigné conformément aux dispositions de l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, Monsieur Hubert Chesnot pour remplir les fonctions de secrétaire.

1. Approbation du procès-verbal de la réunion du 22 novembre 2010

Aucune observation n'étant faite, le procès-verbal de la réunion du 22 novembre 2010 est adopté à l'unanimité.

2. Création d'emplois communaux

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François Peumery

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE la création des emplois communaux suivants :

- **Emploi fonctionnel**: Directeur Général des Services de commune de 2 000 à 10 000 habitants
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1

Cadre d'emplois : Attachés

- **Grade** : Attaché Principal
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 2

Cadre d'emplois : Adjoints administratifs Territoriaux

- **Grade** : Adjoint Administratif Principal de 2^{ème} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1

- **Grade** : Adjoint Administratif de 1^{ère} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 2

Cadre d'emplois : Techniciens Supérieurs Territoriaux

- **Grade** : Technicien Principal de 1^{ère} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1

Cadre d'emplois : Agents de Police Municipal

- **Grade** : Gardien
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1

Cadre d'emplois : Auxiliaires de Puériculture Territoriaux

- **Grade** : Auxiliaire de Puériculture Principal de 2^{ème} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1
- **Grade** : Auxiliaire de Puériculture de 1^{ère} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 3

Cadre d'emplois : Agents Sociaux Territoriaux

- **Grade** : Agent Social de 2^{ème} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 2

Cadre d'emplois : Adjoints Techniques Territoriaux

- **Grade** : Adjoint Technique Principal de 2^{ème} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1

- **Grade** : Adjoint Technique de 1^{ère} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1

Cadre d'emplois : Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles (ATSEM)

- **Grade** : ATSEM de 1^{ère} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 4

Cadre d'emplois : Adjoints Territoriaux d'Animation

- **Grade** : Adjoint d'Animation de 2^{ème} classe
- **Temps de travail** : temps complet
- **Quantité** : 1

3. **Modification du régime indemnitaire**

Sur rapport de Monsieur Jean-François Peumery,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE d'instituer :

La prime de responsabilité des emplois administratifs de direction

Le bénéficiaire doit être détaché sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général des Services de Commune de 2 000 à 10 000 habitants.

Le montant individuel varie de 0% à 15% du traitement de brut (indemnité de résidence, primes et supplément familial non compris)

L'indemnité d'exercice des missions des préfectures (IEMP)

Les cadres d'emplois qui suivent ouvrent droit au bénéfice de cette indemnité :

CADRES D'EMPLOIS
ATTACHE

Le mode de calcul du crédit global est le taux moyen annuel par grade multiplié par le coefficient 3 et par le nombre de bénéficiaires.

La répartition individuelle varie comme indiqué dans le tableau suivant :

GRADE	Taux Moyen Annuel au 01/01/2011	TAUX INDIVIDUEL
Attaché principal	1372.04€	De 0 à 3
Attaché territorial	1372.04€	De 0 à 3

L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS)

Les cadres d'emplois qui suivent ouvrent droit au bénéfice de cette indemnité :

CADRES D'EMPLOIS	CREDIT GLOBAL
ATTACHE	8 X Le Taux Moyen Annuel X l'effectif

La formule du crédit global est le produit du taux moyen annuel de la catégorie considérée affecté d'un coefficient de 8 par le nombre d'agents relevant de cette catégorie dans la collectivité.

La répartition individuelle varie comme indiqué dans le tableau suivant :

GRADE	Taux Moyen Annuel au 01/07/2010	TAUX INDIVIDUEL
Attaché Principal	1471.17€	De 0 à 8
Attaché territorial	1078.72€	De 0 à 8

Le taux moyen sera réévalué en fonction de l'évolution de la valeur du point d'indice de la fonction publique.

- DECIDE de répartir le régime indemnitaire, selon les critères suivants :

La modulation se fait au regard de l'importance des fonctions exercées, du nombre d'agents encadrés, des contraintes particulières et de la qualité des services rendus.

Dans la limite du taux individuel maximum et du crédit global, les primes sont versées mensuellement.

En cas de congé de longue maladie ou de congé de longue durée, les primes cessent d'être versées.

- DIT que les crédits correspondants seront inscrits au chapitre 012 à l'article 64118 du budget primitif 2011.

4. Rémunération du personnel d'animation

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Alain-Michel Lambert

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

CONFIRME les termes de la délibération n° 2010.11.043 du 22 novembre 2010 fixant à compter du 1^{er} janvier 2011 la rémunération horaire du personnel animateur non titulaire suivants :

- Pour les animateurs non diplômés, traitement afférent à un adjoint d'animation de 2^{ème} classe au 1^{er} échelon.
- Pour les animateurs en cours d'obtention du BAFA (Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateurs), traitement horaire afférent à un adjoint d'animation de 2^{ème} classe au 3^{ème} échelon.

MODIFIE la rémunération horaire du personnel animateur non titulaire à la ville de Rocquencourt à compter du 1^{er} février 2011,

- Pour les animateurs titulaires du BAFA, du BAPAAT (Brevet d'Aptitude Professionnelle d'Assistant Animateur Technicien) ou du BAFD (Brevet d'Aptitude aux Fonctions de Directeur), traitement horaire afférent à un adjoint d'animation de 2^{ème} classe au 7^{ème} échelon.
- Pour les animateurs stagiaires ou titulaires du BAFD et exerçant des fonctions de direction, traitement horaire afférent à un adjoint d'animation de 2^{ème} classe au 9^{ème} échelon.

FIXE comme suit la rémunération horaire du personnel animateur référent vacataire à la ville de Rocquencourt à compter du 1^{er} février 2011,

- pour les animateurs référents brevetés BAFA, BAPAAT ou BAFD, traitement horaire afférent à un adjoint d'animation de 2^{ème} classe au 8^{ème} échelon.

5. Adhésion chèque emploi service universel (CESU)

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François Peumery

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

APPROUVE l'affiliation de la commune au centre de remboursement du CESU (CRCESU) structure chargée d'effectuer le remboursement des titres CESU préfinancés par voie de virement bancaire.

- APPROUVE la création ou la modification des différents actes constitutifs des régies de recettes afin d'habiliter les régisseurs à accepter en paiement le CESU préfinancé.
- ACCEPTE les conditions juridiques et financières de ce remboursement.
- AUTORISE le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

6. Convention d'Objectifs et de Financement - Crèche

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François Peumery

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à signer la convention d'objectifs et de financement (dossier n° 4045 - 200800496) concernant la crèche collective.

7. Demande de déclassement du domaine routier départemental et classement dans le domaine communal de voie d'accès permettant de relier l'accès de la RD 307 à la rue de la Sabretache

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe Noyer

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DEMANDE au Conseil général des Yvelines le déclassement du domaine routier départemental de la voie d'accès permettant de relier l'accès de la RD 307 à la rue de la Sabretache, voie communale.

- S'ENGAGE à garantir les fonctionnalités actuelles de la rue de la Sabretache afin de permettre à la circulation sortant de la RD307 de rejoindre la RD 186.
- PRECISE que la rue de la Sabretache, voie communale ne sera pas mise en sens interdit d'ouest en est,
- ACCEPTE de prendre en charge les frais d'adaptation du réseau départemental et communal nécessaires à la modification des circulations notamment en termes d'équipements et de signalisation.

DIT que les crédits nécessaires seront inscrits aux budgets 2011 et suivants,

8. Demande d'aide financière pour la réhabilitation de la crèche auprès de la CAFY

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe Noyer

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à solliciter une subvention au taux maximal auprès de la Caisse d'Allocations Familiales des Yvelines et à signer tous les documents correspondants

9. Demande de subvention au titre de la réserve parlementaire pour la mise en accessibilité aux personnes handicapées et à mobilité réduite de l'entrée de la crèche

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Philippe Noyer

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

AUTORISE le Maire à solliciter une subvention au taux maximal au titre de la réserve parlementaire.

10. Subvention d'équipement à la commune du Chesnay dans le cadre de la rénovation de l'église Saint-Germain

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François Peumery

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de verser une subvention d'équipement forfaitaire d'un montant de 50 000 € à la commune du Chesnay.

DIT que cette dépense d'investissement sera inscrite à l'article 204148 de la section d'investissement du budget 2011, et sera amortie sur 15 ans.

11. Demande d'exonération de la redevance communale d'assainissement

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Jean-François Peumery

Le Conseil Municipal, à l'unanimité,

DECIDE de donner son accord pour dispenser Monsieur Georges ROUMAIN de la TOUCHE demeurant 5, rue de la Sabretache - 78150 Rocquencourt ,du paiement de la redevance communale d'assainissement pour les m3 d'eau perdus et non déversés à l'égout à raison de 4678 m3 X 0,2204 € = 1031,03 €

12. Délégation du Conseil Municipal au Maire

Monsieur le Maire rend compte des décisions prises dans le cadre de cette délégation.

Le Maire,

J-F. PEUMERY